

NON A L'IMPLANTATION DE L'ENTREPRISE ISRAELIENNE AGREXCO A SETE !

⇒ LA POLITIQUE DES DROITS DE L'HOMME DE L'ÉTAT D'ISRAËL CONDAMNÉE PAR LE PARLEMENT EUROPÉEN

En Avril 2002, le parlement européen s'est prononcé pour la suspension des « accords d'association » avec Israël en raison du non respect par Israël des droits de l'Homme. Le 4 décembre 2008 la majorité des élus du parlement européen ont refusé de voter en faveur du « rehaussement des accords de coopération » avec Israël.

⇒ LA POLITIQUE COLONIALISTE DE L'ÉTAT D'ISRAËL CONDAMNÉE PAR LES INSTANCES INTERNATIONALES

En juillet 2004 la Cour Internationale de Justice de la Haye (CIJ) condamnait la construction du MUR en territoire palestinien et demandait sa démolition. En décembre 2008, le président de l'assemblée générale de l'ONU, qualifiait d'apartheid la politique de l'Etat d'Israël et appelait à soutenir la campagne non violente de B.D.S. (boycott, désinvestissement et sanctions) à l'encontre d'Israël en réponse à l'appel de 171 organisations palestiniennes.

⇒ GAZA : LA POLITIQUE CRIMINELLE D'ISRAËL CONDAMNÉE PAR LES PEUPLES DE LA PLANETE

En 22 jours 1315 tués dont 433 enfants, 6000 blessés dont une écrasante majorité de civils, et la destruction des habitations et infrastructures de santé d'enseignement, etc. Des millions de personnes ont manifesté pour dénoncer les crimes de guerre commis par l'armée israélienne.

⇒ AGREXCO (exportation de fruits, légumes, vin et fleurs)

C'est l'instrument N°1 de la colonisation dans l'agriculture. L'entreprise est directement liée au ministère de l'agriculture israélien qui la contrôle à 50%. Elle exporte 70% des productions des colonies israéliennes dont celles de la vallée du Jourdain où 7000 colons se sont appropriés 95% des terres des paysans palestiniens et contrôlent 98% de l'eau ! Réduisant à la misère ou à l'exil les paysans palestiniens. La colonisation israélienne interdit toute création d'un Etat Palestinien tel que prévu par le droit international.

PAS UN EURO D'ARGENT PUBLIC CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN !

Nous appelons les ELUS du conseil régional à refuser ce projet et voter contre !

JEUDI 25 JUIN GRANDE JOURNEE DE MOBILISATION

MONTPELLIER

A 9H00 RASSEMBLEMENT :à l'ouverture de la session du CONSEIL REGIONAL
(Antigone, Berges du lez)-

A 18H00 MANIFESTATION CONSEIL REGIONAL (Berges du Lez)

Accueil des **MARCHES CONTRE L'APPARTHEID EN PALESTINE** en provenance de Nîmes et de La Paillade et **MANIFESTATION** direction COMEDIE

NON A L'IMPLANTATION DE L'ENTREPRISE ISRAELIENNE AGREXCO A SETE !

⇒ LA POLITIQUE DES DROITS DE L'HOMME DE L'ÉTAT D'ISRAËL CONDAMNÉE PAR LE PARLEMENT EUROPÉEN

En Avril 2002, le parlement européen s'est prononcé pour la suspension des « accords d'association » avec Israël en raison du non respect par Israël des droits de l'Homme. Le 4 décembre 2008 la majorité des élus du parlement européen ont refusé de voter en faveur du « rehaussement des accords de coopération » avec Israël.

⇒ LA POLITIQUE COLONIALISTE DE L'ÉTAT D'ISRAËL CONDAMNÉE PAR LES INSTANCES INTERNATIONALES

En juillet 2004 la Cour Internationale de Justice de la Haye (CIJ) condamnait la construction du MUR en territoire palestinien et demandait sa démolition. En décembre 2008, le président de l'assemblée générale de l'ONU, qualifiait d'apartheid la politique de l'Etat d'Israël et appelait à soutenir la campagne non violente de B.D.S. (boycott, désinvestissement et sanctions) à l'encontre d'Israël en réponse à l'appel de 171 organisations palestiniennes.

⇒ GAZA : LA POLITIQUE CRIMINELLE D'ISRAËL CONDAMNÉE PAR LES PEUPLES DE LA PLANETE

En 22 jours 1315 tués dont 433 enfants, 6000 blessés dont une écrasante majorité de civils, et la destruction des habitations et infrastructures de santé d'enseignement, etc. Des millions de personnes ont manifesté pour dénoncer les crimes de guerre commis par l'armée israélienne.

⇒ AGREXCO (exportation de fruits, légumes, vin et fleurs)

C'est l'instrument N°1 de la colonisation dans l'agriculture. L'entreprise est directement liée au ministère de l'agriculture israélien qui la contrôle à 50%. Elle exporte 70% des productions des colonies israéliennes dont celles de la vallée du Jourdain où 7000 colons se sont appropriés 95% des terres des paysans palestiniens et contrôlent 98% de l'eau ! Réduisant à la misère ou à l'exil les paysans palestiniens. La colonisation israélienne interdit toute création d'un Etat Palestinien tel que prévu par le droit international.

PAS UN EURO D'ARGENT PUBLIC CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN !

Nous appelons les ELUS du conseil régional à refuser ce projet et voter contre !

JEUDI 25 JUIN GRANDE JOURNEE DE MOBILISATION

MONTPELLIER

A 9H00 RASSEMBLEMENT :à l'ouverture de la session du CONSEIL REGIONAL
(Antigone, Berges du lez)-

A 18H00 MANIFESTATION CONSEIL REGIONAL (Berges du Lez)

Accueil des **MARCHES CONTRE L'APPARTHEID EN PALESTINE** en provenance de Nîmes et de La Paillade et **MANIFESTATION** direction COMEDIE

OUI A LA CREATION D'EMPLOIS RESPECTANT LES DROITS DES PALESTINIENS ET PROTEGEANT LES PAYSANS LANGUEDOCIENS

LE CHOIX DU CONSEIL REGIONAL EST CONTRAIRE AU RESPECT DES DROITS HUMAINS ET S'OPPOSE AU DEVENIR DES TRAVAILLEURS DE LA TERRE

Les importations massives de légumes subventionnés en Israël vont contribuer à accélérer la disparition de centaines d'exploitations de maraîchers et arboriculteurs locaux alors que des dizaines de milliers d'hectares se libèrent pour cause d'arrachage de vignes où pourraient s'opérer des reconversions.

UNE ABSURDITE ECOLOGIQUE

Comment trouver normal avec la crise économique et écologique que nous subissons de faire traverser la Méditerranée à des tomates, des légumes, des fruits, sans parler des fleurs ! De plus, l'agriculture Israélienne occupe le 6ème rang mondial pour la culture d'OGM.

L'ARGENT PUBLIC NOUS CONCERNE : Agrexco arrive aussi attirée par les millions d'aides publiques. La collaboration avec un état colonialiste et raciste ne peut se faire ni en notre nom, ni avec notre argent.

Le Conseil régional prévoit un plan d'investissement de 200 millions d'euros sur 10 ans. Il ne fait aucun doute qu'il soit possible de mettre en place d'autres projets d'activité, réellement créateurs d'emplois pour le port de Sète, en synergie avec un autre type de développement régional, tant au plan agricole qu'en terme d'infrastructures respectant les droits du peuple palestinien, ainsi que ceux des salariés et paysans languedociens.

Une discussion doit s'ouvrir sans attendre avec les syndicats du port, les syndicats paysans, les associations pour construire un développement portuaire facteur de créations d'emplois et écologiquement compatible (mer-routage, favoriser la sécurité alimentaire) dans le respect des droits humains.

TOUS ENSEMBLE LE 25 JUIN À MONTPELLIER

Les 49 signataires contre l'implantation d'AGREXCO :

AC !, AFD, AFPS, Alternatifs, APJ, APLR, APTI, Esprit Libre 66, Salam,66 ASTI 66, ATTAC 34, CAPJPO, CCIPPP, CIMADE, CJACP, Comités BDS, Coll. Pal11, Coll. Pal. 69, Conf. Paysanne, CREF, CRI, CUALs, E.M, Génération Pal., Identité plur., IJAN, Femmes en Noir, Les VERTS LR, LDH,30,34, MAN, MDPL, MIB, MIR, MdIP, NPA, PPV11, PARASOL, PCF, PG, P.Ethique66, Résistance.30, Résist. Pal 69, Stop Apartheid31, Sud éduc. 11, UCCFMM, Solidaires 34, UJFP, Vivre en Paix.

OUI A LA CREATION D'EMPLOIS RESPECTANT LES DROITS DES PALESTINIENS ET PROTEGEANT LES PAYSANS LANGUEDOCIENS

LE CHOIX DU CONSEIL REGIONAL EST CONTRAIRE AU RESPECT DES DROITS HUMAINS ET S'OPPOSE AU DEVENIR DES TRAVAILLEURS DE LA TERRE

Les importations massives de légumes subventionnés en Israël vont contribuer à accélérer la disparition de centaines d'exploitations de maraîchers et arboriculteurs locaux alors que des dizaines de milliers d'hectares se libèrent pour cause d'arrachage de vignes où pourraient s'opérer des reconversions.

UNE ABSURDITE ECOLOGIQUE

Comment trouver normal avec la crise économique et écologique que nous subissons de faire traverser la Méditerranée à des tomates, des légumes, des fruits, sans parler des fleurs ! De plus, l'agriculture Israélienne occupe le 6ème rang mondial pour la culture d'OGM.

L'ARGENT PUBLIC NOUS CONCERNE : Agrexco arrive aussi attirée par les millions d'aides publiques. La collaboration avec un état colonialiste et raciste ne peut se faire ni en notre nom, ni avec notre argent.

Le Conseil régional prévoit un plan d'investissement de 200 millions d'euros sur 10 ans. Il ne fait aucun doute qu'il soit possible de mettre en place d'autres projets d'activité, réellement créateurs d'emplois pour le port de Sète, en synergie avec un autre type de développement régional, tant au plan agricole qu'en terme d'infrastructures respectant les droits du peuple palestinien, ainsi que ceux des salariés et paysans languedociens.

Une discussion doit s'ouvrir sans attendre avec les syndicats du port, les syndicats paysans, les associations pour construire un développement portuaire facteur de créations d'emplois et écologiquement compatible (mer-routage, favoriser la sécurité alimentaire) dans le respect des droits humains.

TOUS ENSEMBLE LE 25 JUIN À MONTPELLIER

Les 49 signataires contre l'implantation d'AGREXCO :

AC !, AFD, AFPS, Alternatifs, APJ, APLR, APTI, Esprit Libre 66, Salam,66 ASTI 66, ATTAC 34, CAPJPO, CCIPPP, CIMADE, CJACP, Comités BDS, Coll. Pal11, Coll. Pal. 69, Conf. Paysanne, CREF, CRI, CUALs, E.M, Génération Pal., Identité plur., IJAN, Femmes en Noir, Les VERTS LR, LDH,30,34, MAN, MDPL, MIB, MIR, MdIP, NPA, PPV11, PARASOL, PCF, PG, P.Ethique66, Résistance.30, Résist. Pal 69, Stop Apartheid31, Sud éduc. 11, UCCFMM, Solidaires 34, UJFP, Vivre en Paix.